

Belgique : De Wever joue la surenchère

L'indépendantiste flamand met en cause les migrants marocains et la politique d'intégration

BRUXELLES - correspondant

Qui est le vrai premier ministre en Belgique ? La question n'amuse pas le chef du gouvernement en titre, le libéral francophone Charles Michel. Surtout quand elle est posée par un député d'un parti de sa coalition, le chrétien-démocrate flamand Eric Van Rompuy. Le frère de l'ancien président du Conseil européen lui a reproché, il y a quelques jours, d'avoir « manqué, une nouvelle fois, l'occasion de s'imposer comme le leader de cette coalition » et de tolérer la présence d'un « premier ministre de l'ombre ». A savoir l'omniprésent Bart De Wever, le maire d'Anvers et président du parti indépendantiste Alliance néoflamande (N-VA).

« *De minimis non curat praetor* » (« Le juge ne s'occupe pas des choses insignifiantes »), a répondu, dimanche 29 mars, le cabinet du premier ministre à M. Van Rompuy. Le clin d'œil était appuyé – M. De Wever raffole des citations latines – mais n'a pas calmé la polémique.

Beaucoup de monde attendait effectivement que M. Michel prenne, cette fois, clairement ses distances avec son encombrant allié. Le président de la N-VA, le parti le plus important de la coaliti-

tion, venait, en effet, de tenir une série de propos très polémiques. Critiquant la politique d'intégration de la Belgique, il déplorait qu'elle ait « laissé venir une mauvaise sorte de migrants » et que le pays soit dès lors confronté à une « immigration passive ».

Conséquence, selon le président de la N-VA : « *Cela peut provoquer (...) du racisme à l'égard de certains migrants, en particulier d'origine marocaine, notamment les Berbères, à Anvers.* » Ces derniers, renchérisait M. De Wever, forment une communauté « très fermée », « très sensible aux thèses salafistes et à la radicalisation ».

Usant d'autres raccourcis, le maire d'Anvers invitait aussi les étrangers (arabes) à « chercher du travail » et à cesser d'utiliser l'argument du racisme « pour justifier des échecs personnels et espérer que tout soit pardonné ». Il ajoutait enfin : « *Je n'ai jamais vu un migrant d'origine asiatique se plaindre de la discrimination au travail.* »

« Racisme du café du commerce »

Ces propos, qu'un philosophe a décrits comme « justifiant le racisme du café du commerce en le rationalisant », ne pouvaient qu'enflammer les esprits : quelque 80 % des 400 000 Marocains vivant en Belgique sont, en effet,

Le député Eric Van Rompuy reproche à Charles Michel de tolérer la présence d'un « premier ministre de l'ombre »

d'origine berbère, issus d'une génération dont l'Etat marocain avait encouragé le départ dans les années 1960.

La police a procédé à 200 arrestations lors d'une manifestation improvisée devant la mairie d'Anvers, le 25 mars, et des appels à la démission de M. De Wever ont été lancés.

Pas de quoi impressionner le chef nationaliste, qui doit une part de son succès électoral au fait qu'il a littéralement siphonné l'électorat d'extrême droite du Vlaams Belang, parti anti-immigrés et séparatiste. M. De Wever voulait dès lors « rassurer » cette partie de l'opinion flamande qui s'inquiète de le voir jouer le jeu de la participation au gouvernement fédéral, même s'il a pris soin de refuser la fonction de premier ministre, qui symbolise trop un pays

qu'il n'aime pas. Il voulait aussi « *reparler au Flamand moyen* », comme le dit le politologue Carl Devos, alors que ce citoyen a le sentiment que la coalition mène une politique socio-économique essentiellement favorable aux catégories les plus aisées.

Les condamnations, plus ou moins appuyées, des autres partis de la majorité n'ont pas dissipé le malaise. Sans doute parce que la N-VA n'en était pas à son coup d'essai après les révélations des liens entre certains de ses membres et l'extrême droite la plus radicale. Après, aussi, les déclarations de son secrétaire d'Etat à la migration, Theo Francken, qui avait évoqué l'absence de « valeur ajoutée » des diasporas marocaine, congolaise et algérienne. Après, enfin, la récente présence de son ministre de l'intérieur, Jan Jambon, et d'autres responsables à une « Fête du chant flamand » où se retrouvent les partisans de l'indépendance.

Malmené par les députés, M. Michel n'a fait que rappeler le caractère délictueux du racisme mais n'a pas osé qualifier les propos de M. De Wever. Une élue écologiste flamande reposait dès lors la question qui fâche : « *Mais qui est le premier ministre ? Michel ou De Wever ?* » ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS